

Journal de 21 heures
Au Rwanda tensions politiques, malnutrition
et pillages se manifestent dans la Zone
humanitaire sûre

Dominique Bromberger, Isabelle Baillancourt

TF1, 9 août 1994

Le retrait progressif des soldats de l'opération Turquoise provoque la fuite d'une partie de la population.

[Dominique Bromberger :] Au Rwanda tensions politiques, malnutrition et pillages se manifestent dans la zone humanitaire [inaudible]. Paris a dû préciser que les troupes présentes étaient prêtes à faciliter la venue, euh, de membres du nouveau gouvernement rwandais. Mais, d'un autre côté, le retrait progressif des soldats de l'opération Turquoise provoque la fuite d'une partie de la population. Et tout cela se fait dans des conditions sanitaires déplorables, comme on pu le constater nos envoyés spéciaux Isabelle Baillancourt et Gilles Hémart.

[Isabelle Baillancourt :] Les militaires français n'en croient pas leurs yeux [une incrustation "Gikongoro, Rwanda" s'affiche à l'écran] : ils découvrent avec nous un champ de bataille. Quelques heures auparavant, c'était encore l'unique dispensaire de la région [on voit des soldats français circuler dans le dispensaire totalement ravagé]. À Gikongoro, frontière du sanctuaire français, l'insécurité s'accroît alors que l'opération Turquoise touche presque à sa fin. Le Sud-Ouest du Rwanda est sous tension.

[Capitaine [Éric] Bucquet, "Armée Française" : "Je pense pour l'instant que ce sont vraiment des..., des bandes de pillards qui euh..., qui profitent du..., de la relève et du début de la relève pour commencer à..., pour se relancer dans des exactions. Mais, euh..., je pense pas que ce soit organisé".

Un autre soldat français : "Résultat : il y a pas mal de gens qui vont crever à cause de ça. Tout ça pour des..., tout ça pour des paysans qui vont partir vers Cyangugu avec, euh..., [rire], avec tout et n'importe quoi qui pourront même pas le monnayer. C'est..., c'est absurde. Absurde".]

Difficile de faire le tri entre affirmation des uns et accusation des autres. Seul témoin, cet homme qui a choisi d'être amnésique sur l'identité des pillleurs.

[Le témoin : "Les pillages ce ne sont pas les paysans. Les pillages, ce sont les responsables".]

Par milliers les réfugiés hutu s'accrochent encore aux collines. Cyanika, 70 000 personnes qui [inaudible] l'eucalyptus séché. La stabilité que les soldats français ont su imposer plusieurs semaines disparaît. La zone humanitaire pourrait devenir une poudrière. Les signes de crispation resurgissent et personne ne [inaudible] son inquiétude.

[Marie-Pierre Gomez "A.I.C.F. (Action Internationale contre la Faim)" : "Il y aurait des rumeurs comme quoi des familles rentrent dans la zone FPR. Et ces familles seraient assassinées".]

Exactions commises par des éléments incontrôlés ou vengeance des hommes du nouveau pouvoir, nul ne sait exactement. Une certitude : Kigali ne donne pas assez d'assurances aux réfugiés. Et l'hôpital de Gikongoro accueille depuis plusieurs jours des blessés [on voit des gens blessés sur des lits d'hôpital, dont un enfant qui a la jambe bandée]. Cet homme, qui tentait de rentrer à Kigali, a été blessé par balle. Selon lui, par le FPR [l'homme porte un pansement à l'épaule droite].

[Docteur Twagiramunga, "Directeur de l'hôpital" : "L'insécurité, vraiment dans cette zone, est notoire. Alors, c'est une insécurité qui est accusée, euh..., en plus par la faim".]

[Isabelle Baillancourt, face caméra, devant deux jeeps de l'armée française, à Gikongoro : "À six kilomètres des positions du FPR, la situation reste donc très incertaine, même inquiétante. Nul ne peut à l'heure actuelle savoir si un deuxième exode vers le Zaïre se produira".]